

Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°20 1^{er} Trimestre 2016



I - CONJONCTURE

2

Les dernières données de conjoncture économique.

II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

3

Les informations concernant la vie des entreprises, les projets d'aménagement et de développement économique du département.

III - ZOOM TERRITORIAL

5

Les 4 Etablissements Publics Territoriaux (E.P.T.) : Plaine-Commune, Paris-Terres d'Envol, Est-ensemble et Grand Paris - Grand Est.

IV - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

10

Les chiffres des créations et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis.

V - MARCHE DU TRAVAIL ET RSA

12

Les chiffres des demandeurs d'emploi, des allocataires du RSA ; le taux de chômage, et cartographie par commune.

VI - DEFINITION & CHIFFRES CLES

19

I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE (Source : INSEE,)

Quartier d'affaires, La Défense, France

Quelles solutions pour doper la croissance mondiale vacillante ?

La croissance mondiale suscite des inquiétudes depuis le début de l'année. Le ralentissement chinois, celui de plusieurs grandes économies émergentes (Brésil, Russie, etc.) et les politiques d'austérité en Europe semblent impacter l'économie mondiale davantage qu'anticipé. La crainte s'installe que 2016 soit à l'image de 2015, qui a enregistré une croissance de 3,1%, contre 3,4% en 2014, selon le FMI.

L'inquiétude est particulièrement grande en Europe, où l'investissement des entreprises comme la demande des ménages peinent à repartir. La dégradation du climat macroéconomique se traduit en zone euro par une inflation faible - établie à -0,2% en février, alors que la Banque centrale européenne (BCE) vise depuis 3 ans, une inflation de 2% (supposée mettre à l'abri de la déflation et assurer une certaine stabilité des prix).

Cette situation a amené la BCE à prendre de nouvelles mesures fortes pour stimuler l'activité économique de la zone euro. Le 10 mars, elle a annoncé entre autres : la baisse de son taux directeur de 0,05% à 0% (les banques peuvent donc emprunter auprès de la BCE à 0%) ; le rachat des dettes publiques (quantitative easing), mais désormais, d'autres types d'actifs également, comme les obligations des entreprises, pour 80 milliards d'euros mensuels (contre 60 milliards jusqu'à là) ; une nouvelle baisse des taux de dépôts de -0,3% à -0,4% (pour augmenter le coût des dépôts

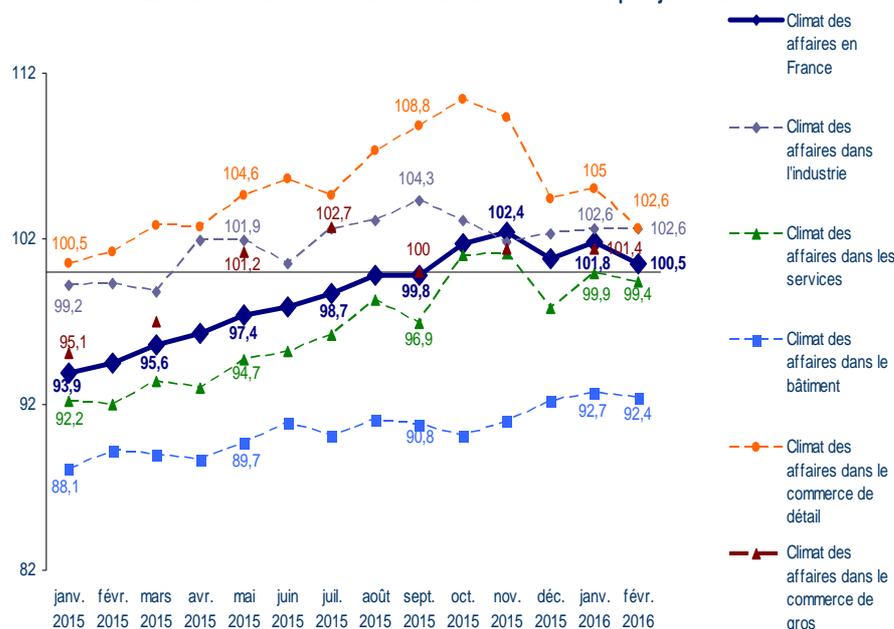
des banques auprès de l'institution européenne et les inciter à prêter).

La BCE ne fait pas exception s'agissant de ce type de mesures. Les banques centrales américaine, du Japon, d'Angleterre, de Suisse ou de Suède, appliquent toutes plus ou moins la même politique monétaire. Ses résultats restent néanmoins mitigés. L'un des problèmes majeurs de l'économie mondiale étant l'insuffisance de la demande, les observateurs s'accordent sur l'efficacité très relative de ces mesures tant qu'elles ne seront pas accompagnées de véritables politiques de relance.

Cette morosité épargne quelque peu la France, qui n'est pas pour autant dans une dynamique de

croissance forte. Le 09 mars, la Banque de France a revu à la baisse sa prévision de croissance pour le 1^{er} trimestre 2016 (à 0,3% contre 0,4% initialement prévue), constatant une baisse de la confiance des chefs d'entreprises de l'industrie manufacturière (indice de confiance à 98 contre 101 en janvier). L'Insee de son côté maintient sa prévision à 0,4% (Note de conjoncture de mars 2016). Elle observe certes un recul en février de l'indice du climat des affaires en général (et dans différents secteurs). Mais il se situe dans sa moyenne de longue période et est porté par un pouvoir d'achat dynamique, la baisse des taux ou le redressement des marges des entreprises.

Evolution de l'indice du climat des affaires en France depuis janvier 2015



| Tendances favorables | Tendances défavorables |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières ; - Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés). | <ul style="list-style-type: none"> - Tensions sur la demande mondiale à cause des facteurs économiques (baisse de la croissance chinoise, récession au Brésil...) et politiques (instabilité au Moyen-Orient...). - poursuite de la dégradation du marché du travail au niveau national |

II—ACTUALITES DEPARTEMENTALES



Grande antenne TV, Romainville, Seine-Saint-Denis

Entreprises - secteurs économiques

La Seine-Saint-Denis, au cœur de l'industrie française du cinéma



Lors de la 6^e édition du salon des lieux de tournage qui s'est déroulée du

2 au 3 février au Carreau du temple à Paris, la Seine-Saint-Denis est plus que jamais apparue comme un territoire majeur des activités de tournage en France. Le département, qui abrite déjà 5 des 6 plus importants studios de tournage en France, dont le récent Studios de Paris - Cité du cinéma installé à Saint-Denis, attire également les professionnels du secteur par son offre diversifiée de décors naturels. La Basilique de Saint-Denis, le Centre National de la Danse

à Pantin, des établissements scolaires, la cité des 4000 à La Courneuve, sont autant de lieux qui ont servi de décors à des films français récents (Bébés tigres, Bande de filles, Papa was not a rolling stone, etc.).

L'attractivité du département en matière de lieux de tournage est également reconnue par les professionnels étrangers. La super production *Hunger Games - La révolte 2* a ainsi été tournée à Noisy-le-Grand en 2014, dans le décor offert par l'ensemble immobilier dit « Espaces Abraxas » conçu par l'architecte espagnol Ricardo.

Si le département attire de plus en plus de tournages de films sur

grand écran, il renforce parallèlement sa position de premier lieu de tournage d'émissions et films de télévision. L'entreprise AMP Visual TV a ainsi annoncé le 1^{er} mars, un projet d'investissement de 20 millions d'euros à Saint-Denis. Le chantier qui sera lancé en 2017 pour une livraison en 2019, se soldera par le doublement de l'offre de plateaux de tournage d'AMP Visual TV dans le département. Le projet comporte notamment la construction de trois studios de plus de 1 000 m². Il a pour objectif de permettre à l'entreprise de rattraper son retard dans l'offre de studios de grande taille, pour rivaliser avec les autres grands acteurs de la place comme le groupe Euro Media, propriétaire de quatre studios et 31 plateaux de tournage à Saint-Denis.

Construire solidaire, seul projet d'Ile-de-France lauréat de l'appel à projet PTCE 2015

Mi-janvier, le gouvernement a présenté la liste des 14 lauréats du 2^e appel à projet Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE). Parmi ceux-ci, figure Construire solidaire, un projet basé à Montreuil. C'est le seul lauréat francilien de l'appel à projet. Une fois de plus, un projet porté par les acteurs de l'Economie sociale et solidaire (ESS) basés en Seine-Saint-Denis s'illustre sur le plan national. 125 dossiers ont en effet été présentés dans le cadre de cet appel à projet doté pour cette édition de 2,75 millions d'euros.

L'appel à projet PTCE vise à distinguer les initiatives qui reposent sur la coopération sur un même territoire, des entreprises de l'ESS, des entreprises classiques et le cas échéant, des collectivités territo-

riales, des centres de recherche et des organismes de formation. L'objet de la coopération étant la mise en œuvre des projets économiques socialement innovants, porteurs d'un développement local durable et créateurs d'emplois dans les territoires.

Construire solidaire est un projet créé en 2015, qui rassemble des acteurs de l'habitat et de la construction écologique, ayant une expérience reconnue et très ancrés sur le territoire - notamment celui de l'établissement public territorial Est ensemble. Juridiquement, Construire solidaire a le statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Elle réunit 22 sociétaires - dont six structures de l'ESS, trois entreprises traditionnelles et un organisme de formation - ayant des compétences dans

la construction, la lutte contre le mal logement ou l'insertion par l'économique.

Le projet s'articule autour de trois axes prioritaires de développement : éco construire et bâtir sain



pour un développement local intégré, prévoir des modes de construction évolutifs à coûts performants, développer des logiques de co-conception, co-construction et ce co-réhabilitation. Le projet qui porte sur 3 ans est évolué à 1,175 million d'euros.

Aménagement

La construction du Campus Condorcet à Aubervilliers se concrétise



Le projet de construction du plus grand campus universitaire

d'Europe dédié aux sciences humaines est entré dans sa phase de concrétisation le 15 mars dernier, avec la signature du contrat de partenariat public privé (PPP) pour l'édification de 50 000 m² de surfaces de bâtiment à partir du début 2017. C'est le véritable démarrage de l'un des plus grands projets du plan Campus lancé en 2008.

Le Campus Condorcet, qui se veut une véritable cité des humanités et des sciences sociales, sera construit sur deux sites, à Aubervilliers et Paris - Porte de la Chapelle. Ce sont 180 000 m² de surfaces construites, dont 160 000 m² sur 6,4 ha à Aubervilliers - face à la station de métro Front populaire — et 20 000 m² sur 1 ha à Paris, qui sont prévues pour accueillir des étudiants, chercheurs, enseignants et personnels administratifs. Ceux-ci proviendront de dix centres de recherches et universités, dont le Centre national de la recherche scientifique - CNRS, l'Ecole

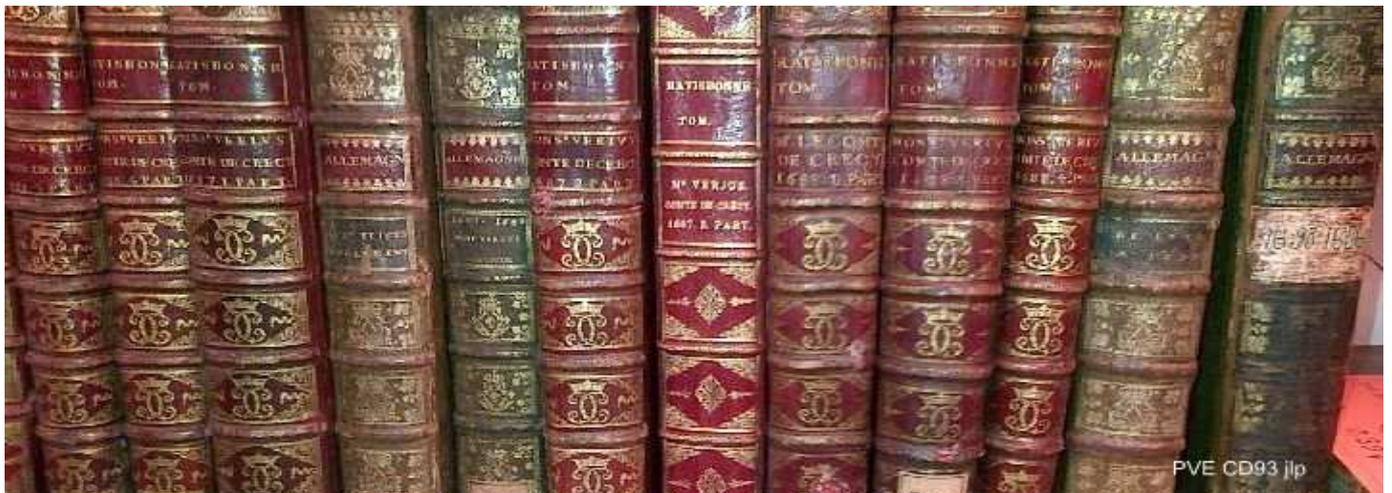
des hautes études en sciences sociales - EHESS, les universités Paris 8 - Saint-Denis, Paris 13 - Villetaneuse ou encore Panthéon-Sorbonne.

L'arrivée de ce grand équipement universitaire montre une autre facette de la mutation de cette partie de la commune d'Aubervilliers et plus largement de la Plaine-Saint-Denis. Cet ancien territoire industriel est aujourd'hui l'une des plus grande zone d'activités tertiaires d'Ile-de-France, accueillant notamment des sièges de grandes entreprises multinationales. Avec l'implantation de nombreuses structures dédiées à l'enseignement et la recherche et l'accueil à terme de 18 000 étudiants, chercheurs, enseignants, le Campus Condorcet entraînera une plus importante diversité des activités et une mixité des publics dans ce territoire.

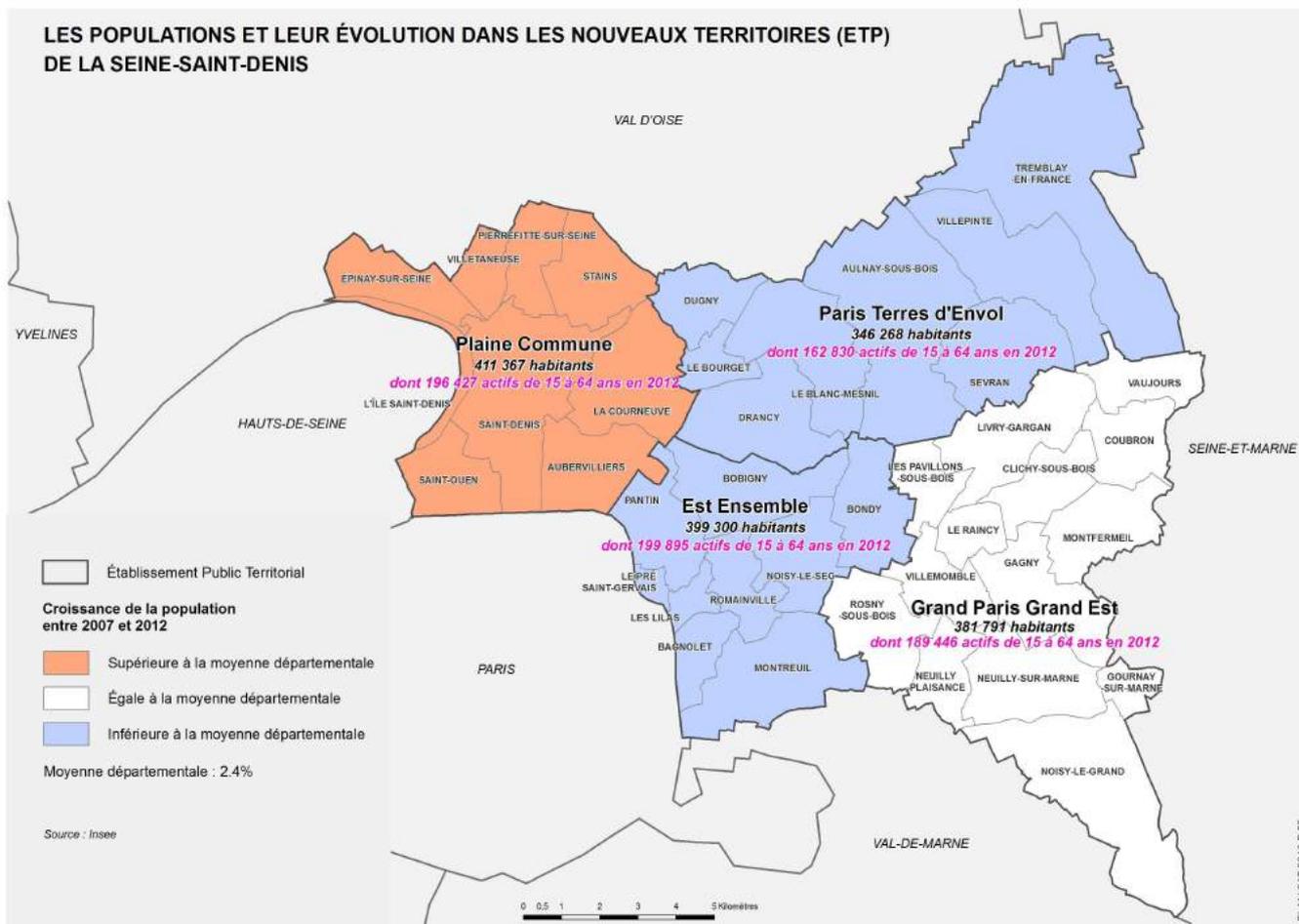
La construction du campus se déroulera en deux phases. La première porte sur 105 000 m², dont la totalité du site de La Chapelle et une grande partie du site d'Aubervilliers. Le premier chantier d'Aubervilliers, porte ainsi sur 85 000 m² (centres de recherche, hôtel à projets, résidence pour les chercheurs invités, siège de l'Institut national des études démo-

graphiques - Ined, etc.) auquel s'ajoutera la construction de 450 logements étudiants. Une partie de ce chantier est l'objet du PPP signé le 15 mars et dont le lauréat est le groupement Séréndicité (composé de GTM, filiale du groupe de BTP Vinci, et Engie Cofely notamment).

L'autre partie se fera en maîtrise d'ouvrage publique. Elle comporte la construction d'un Grand équipement documentaire (avec pour architecte Christian de Portzamparc), pour réunir une cinquantaine de bibliothèques en sciences humaines dispersées en région parisienne. Cette première phase de travaux sera achevée en 2019. Une deuxième phase du projet prévoit la construction du reste des bâtiments du site d'Aubervilliers (siège de l'EHESS, équipements, bâtiments dédiés à la recherche, etc.).



III—ZOOM TERRITORIAL : Les Etablissements Publics Territoriaux (EPT) en Seine-Saint-Denis



La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, dite loi NOTRe, repose sur la mise en place d'un double niveau de coopération intercommunale : celui des Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et celui de la métropole du Grand Paris (MGP) : Ainsi 4

Etablissements Publics Territoriaux (EPT) ont été créés en Seine-Saint-Denis, issus de la transformation des EPCI ou à partir de communes « isolées ». Il s'agit de Plaine Commune (411 367 habitants) d'Est Ensemble (399 300 habitants), de Paris

Terre d'Envol (346 268) habitants et du Grand Paris Grand Est (381 791). Selon les Enquêtes annuelles des recensements Insee (2007 et 2012), ni la croissance ni le profil des populations ne sont les mêmes dans les 4 EPT.



Des territoires aux évolutions et profils différenciés

Tandis que la population de « Plaine Commune » augmentait de plus 5,4%, celle de « Paris Terres d'Envol » comme celle de « Est Ensemble » progressait respectivement de 0,5% et 1,1%. Quant à la population de « Grand Paris Grand Est » (2,4%) elle croît dans la même proportion que celle du département (2,5%) au cours de la même période.

Autres indicateurs qui montrent les profils différenciés des EPT de la Seine-Saint-Denis : « Plaine Commune » et « Est Ensemble » con-

centrent respectivement 27% et 26% de la population de la Seine-Saint-Denis par contre en matière d'emploi salarié au lieu de travail ces 2 entités comptent 33,4% et 29,1% des emplois du département. La situation est contraire en ce qui concerne les EPT « Paris Terres d'Envol » et « Grand Paris Grand Est » où on enregistre des concentrations d'emplois nettement inférieures à celles des populations ; 22,1% contre 18,6% et 24,8% contre 18,9%.

Le taux de chômage (au sens

du recensement), clive également les territoires. Alors que « Plaine Commune » affiche un taux de chômage de 22,3% en 2012, ce taux n'était que 13,3% à « Est Ensemble ». Les autres territoires s'inscrivent dans la moyenne départementale c'est-à-dire autour de 18,5%.

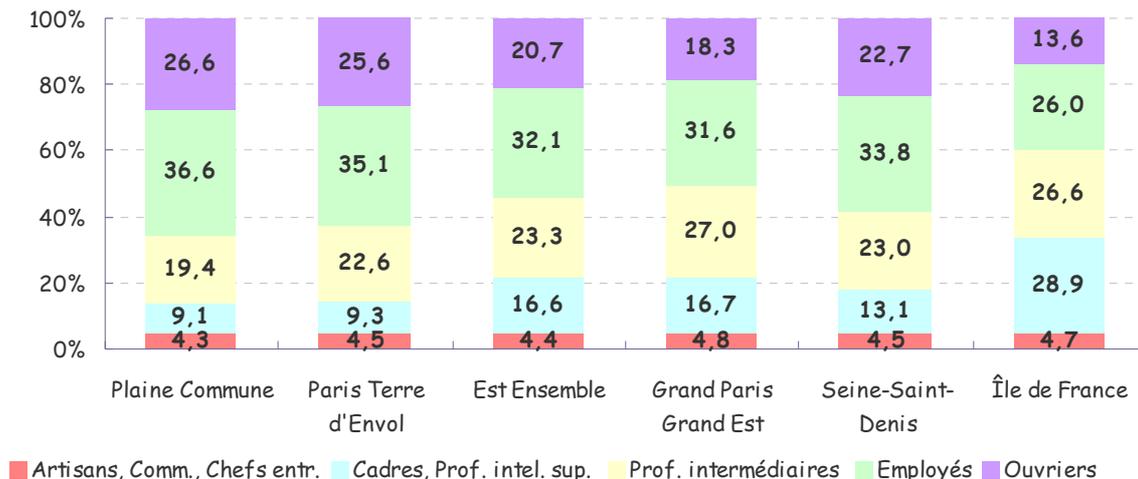


Parc du Sausset
Aulnay/Bois (T7)



| Libellé géographique | Pop 15-64 ans en 2012 | Actifs 15-64 ans en 2012 | Chômeurs 15-64 ans en 2012 | Autres Inactifs 15-64 ans en 2012 | Emplois salariés au Lieu de Travail en 2012 | Taux d'emploi des 15-64 ans en 2012 | Taux de chômage 15-64 ans en 2012 |
|---------------------------------|-----------------------|--------------------------|----------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------------------|
| Plaine Commune | 276 181 | 196 427 | 43 722 | 38 043 | 184 424 | 55,3 | 22,3 |
| Paris Terres d'Envol | 226 965 | 162 830 | 29 966 | 26 525 | 102 604 | 58,5 | 18,4 |
| Est Ensemble | 267 707 | 199 895 | 37 513 | 27 906 | 160 572 | 60,7 | 18,8 |
| Grand Paris Grand Est | 254 174 | 189 446 | 25 142 | 22 829 | 104 553 | 64,6 | 13,3 |
| Seine-Saint-Denis | 1 025 027 | 748 598 | 136 342 | 115 303 | 552 153 | 59,7 | 18,2 |
| Poids Plaine Commune / SSD | 26,9 | 26,2 | 32,1 | 33,0 | 33,4 | - | - |
| Poids Paris Terre d'Envol / SSD | 22,1 | 21,8 | 22,0 | 23,0 | 18,6 | - | - |
| Poids Est Ensemble / SSD | 26,1 | 26,7 | 27,5 | 24,2 | 29,1 | - | - |
| Poids Grand Paris Grand | 24,8 | 25,3 | 18,4 | 19,8 | 19,8 | - | - |
| Ile-de-France | 7 984 953 | 6 057 462 | 729 841 | 601 841 | 5 677 540 | 66,7 | 12,0 |

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans (hors agriculture) selon les CSP dans les entités géographiques en 2012 (Source : Insee, EAR 2012)



Par rapport aux indicateurs socio économiques, notamment les catégories socioprofessionnelles, les 4 nouveaux territoires de la Seine-Saint-Denis présentent des différences. En effet, la part des "Ouvriers" (environ 26%) à "Plaine Commune" et "Paris Terres d'Envol" est nettement supérieure à la

moyenne départementale (23%) et encore plus, comparativement à l'Île de France (14%).

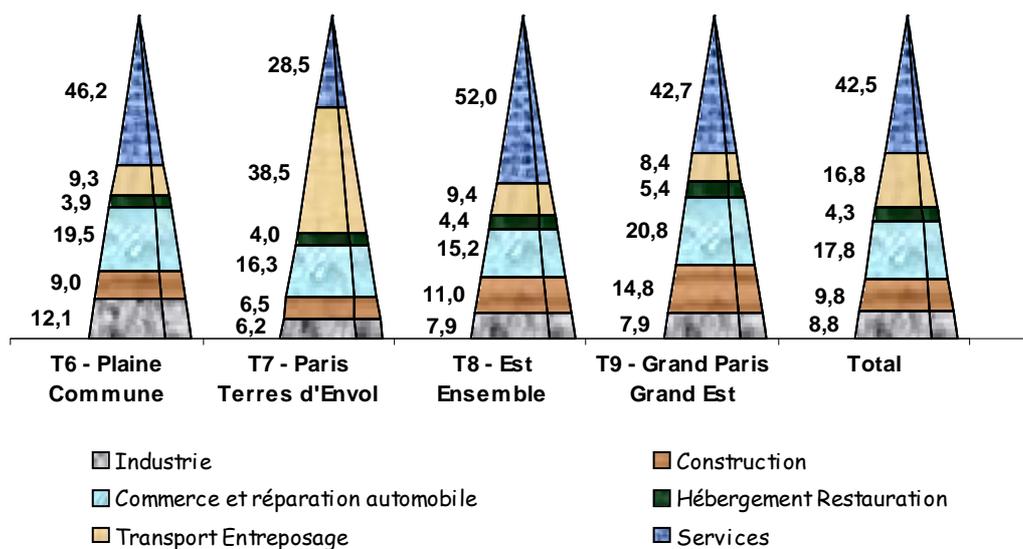
Par contre, sur les territoires d'"Est Ensemble" et "Grand Paris Grand Est" la part des "Cadres, Professions Intellectuelle supérieures" (près de 17%) est 3,5 points au dessus de la moyenne départemen-

tales (13,1%) mais largement inférieure à celle observée au niveau régional (28,9%).



Une dominante forte du secteur tertiaire, mais une relative spécialisation des territoires

Répartition sectorielle des effectifs salariés dans les nouveaux territoires de la Métropole en 2014 - Source : AcoSS

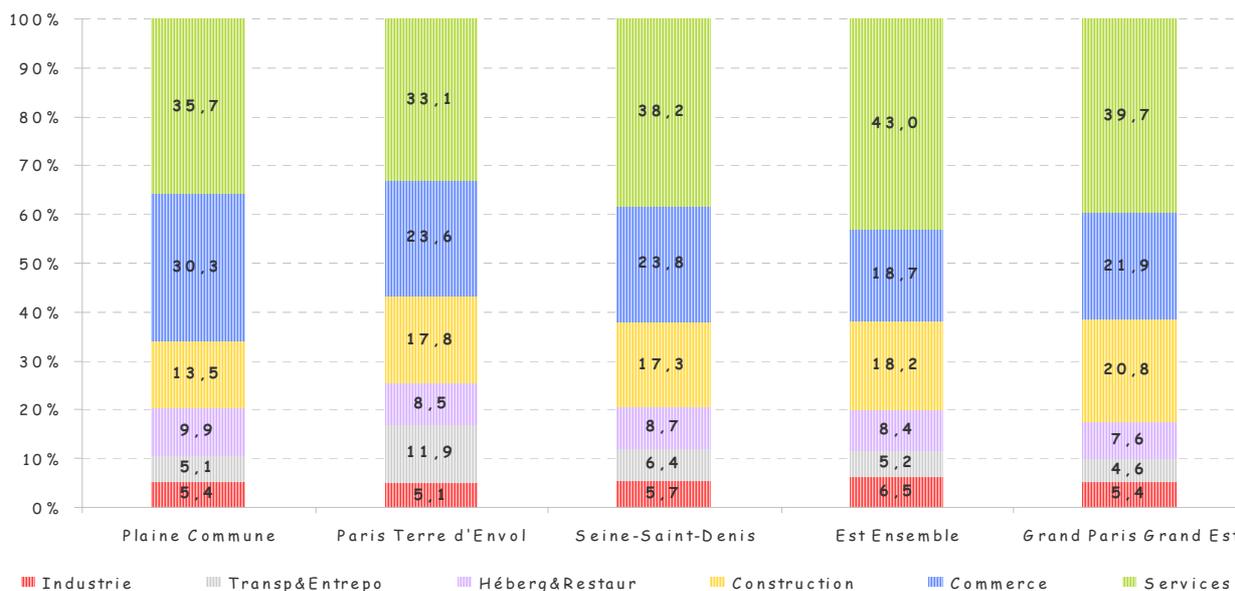


A l'exception de "Paris Terres d'Envol", où les "Transports et Entreposage" (38,5%) dominent l'économie, sur les autres territoires ce sont les "Services" (à des degrés

divers) qui sont dominants. "Est Ensemble" s'y distingue par une majorité (52%) d'emplois dans ce secteur d'activité. Autres points à retenir, "Plaine Commune" est le seul terri-

toire qui compte encore plus de 10% d'emplois industriels et le « Commerce et réparation automobile » regroupe plus de 20% des effectifs de « Grand Paris Grand Est ».

Comparaison du nombre d'établissements privés en 2014 selon le secteur d'activité et les Etablissements Publics Territoriaux en Seine-Saint-Denis (AcoSS 2014)



Concernant les établissements, les différences entre les nouveaux territoires sont moindres. On peut d'ailleurs y lire un certain ordre : sur tous les territoires ce sont les "Services" qui concentrent le

plus d'établissements (entre 33% et 43%), suivis du "Commerce" entre 19% et 30% et la "Construction" avec une concentration d'établissements variant entre 13,5% et 20%. Dernier point à noter, c'est le secteur de

l'Industrie qui a la plus faible concentration d'établissements et ce, sur les 4 territoires, (entre 5,1% et 6,5%).

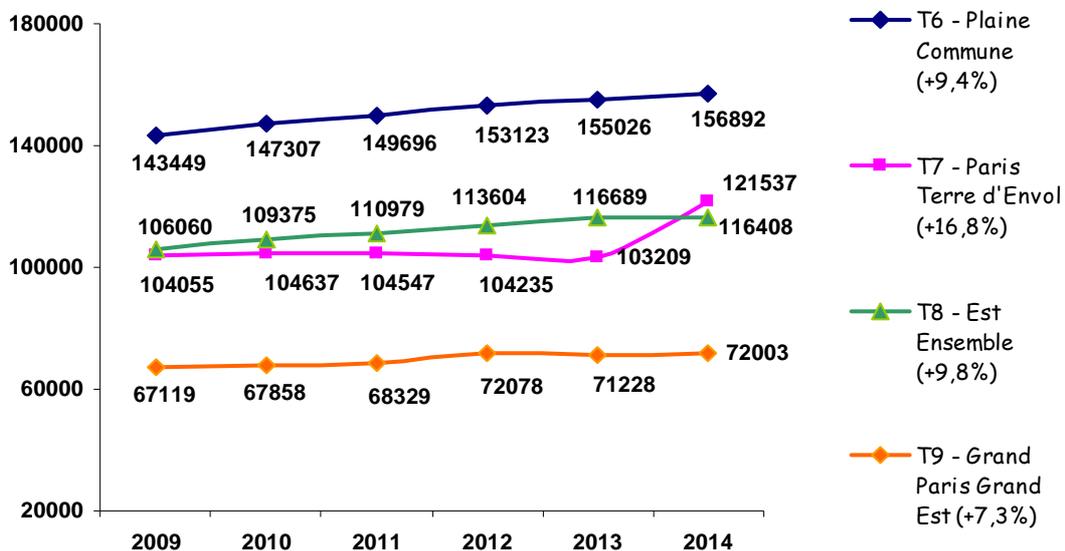
Des effectifs qui augmentent sur tous les nouveaux territoires, mais avec des fluctuations différentes...

Entre 2009 et 2014, les effectifs du secteur privé ont augmenté de 11% pour l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, passant de 420 683 à

466 840 salariés, soit 46 157 salariés supplémentaires. Pour l'ensemble de la région, les effectifs ont augmenté de 2,1% (+92 725 salariés) ; les gains

observés en Seine-Saint-Denis représentent à eux seuls 50% des gains observés pour l'ensemble de l'Ile-de-France.

Les effectifs salariés du secteur privé de 2009 à 2014 dans les nouveaux territoires de la Métropole - (Ensemble de la Seine-Saint-Denis : + 11%) -
Source : AcoSS



Au sein du département, les nouveaux territoires ont connu une augmentation de leurs effectifs salariés privés durant la même période mais à des niveaux différents et avec des évolutions différentes au cours des années :

- Paris-Terres d'Envol est le territoire qui a connu la hausse la plus importante : +16,8% sur l'ensemble de la période mais on remarque que ce résultat est exclusivement dû à la très forte croissance observée en 2014 (+17,8% sur cette seule année). En effet, entre 2009 et 2013, ce territoire enregistrait une légère baisse (-0,8%) ;

- Est-ensemble a connu une hausse de 9,8% mais avec une évolu-

tion différente : augmentation régulière de 2009 à 2013 (+10%) suivie d'un léger recul en 2014 (-0,2%) ;

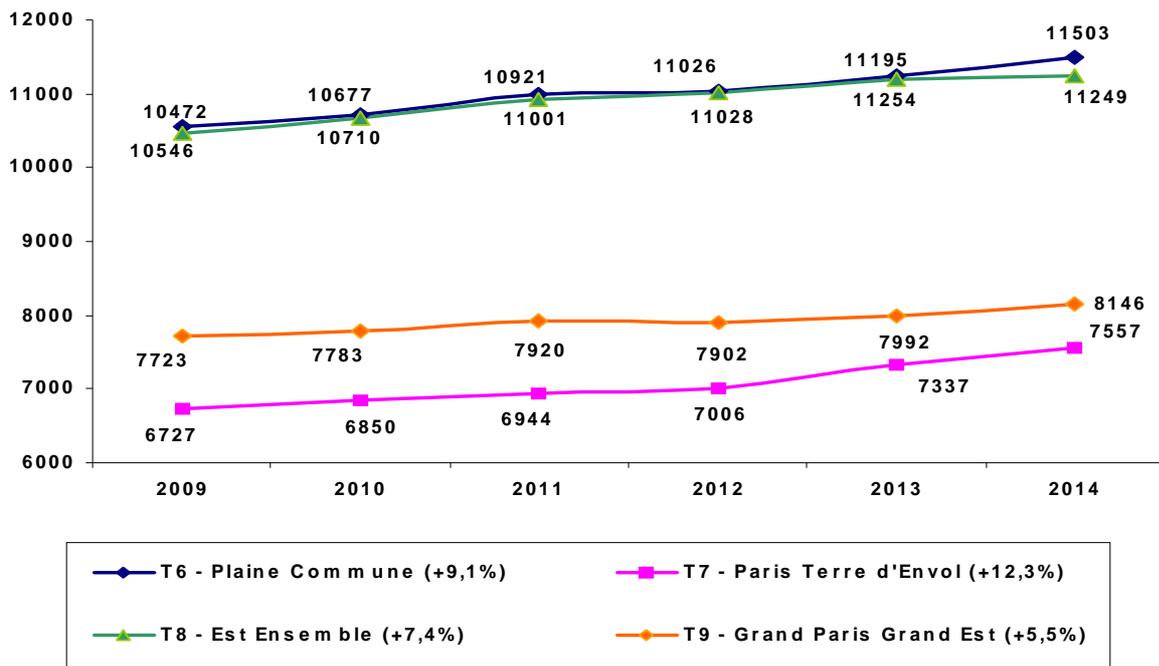
- Plaine-commune, avec une croissance de 9,4% entre 2009 et 2014 est le seul territoire qui a enregistré des gains réguliers sur toutes les années observées ;

- Grand Paris - Grand Est est le territoire qui enregistre la plus faible augmentation (+7,3%) avec une

évolution fluctuante : une hausse de 2009 à 2012 (+7,4%), suivie d'une petite baisse en 2013 (-1,2%) puis d'une nouvelle hausse de 1% en 2014.



Les établissements de plus de 1 salarié du secteur privé de 2009 à 2014 dans les nouveaux territoires de la Métropole - Ensemble de la Seine-Saint-Denis : +8,4% - Source : Acoiss



En ce qui concerne les établissements du secteur privé ayant au moins 1 salarié, leur nombre a augmenté de 8,4% entre 2009 et 2014 pour l'ensemble de la Seine-Saint-Denis (contre 3,9% pour l'ensemble de l'Ile-de-France).

Au sein des nouveaux territoires de la Métropole situés en Seine-Saint-Denis, les établissements ont augmentés sur les 4 territoires avec des hausses allant de 5,5% pour Grand Paris - Grand Est à 12,3% pour Paris-Terres d'Envol.



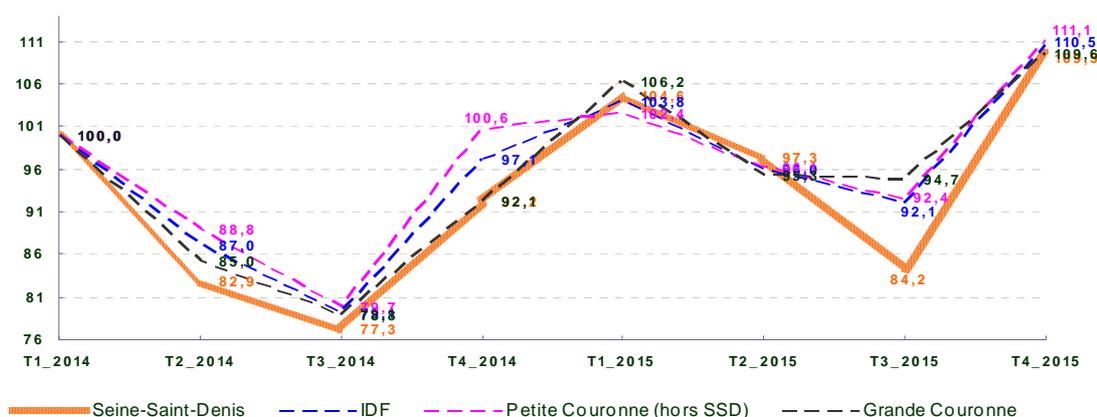


V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES : Source Insee

Tendance favorable aux créations d'entreprises hors micro entrepreneur en 2015 :
+ 30% au dernier trimestre et + 19% en 1 an

| Département | 2014 | 2015 | | | | Evolution en % 2014/2015 | |
|-------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | 4 ^e trimestre | 1 ^{er} trimestre | 2 ^e trimestre | 3 ^e trimestre | 4 ^e trimestre | Evolution sur un an | Evolution sur un trimestre |
| Paris | 7 205 | 7 358 | 6 850 | 6 215 | 7 931 | 10,1 | 27,6 |
| Seine-et-Marne | 1 260 | 1 514 | 1 329 | 1 394 | 1 523 | 20,9 | 9,3 |
| Yvelines | 1 394 | 1 578 | 1 415 | 1 322 | 1 638 | 17,5 | 23,9 |
| Essonne | 1 206 | 1 380 | 1 319 | 1 176 | 1 410 | 16,9 | 19,9 |
| Hauts-de-Seine | 2 328 | 2 403 | 2 299 | 2 370 | 2 566 | 10,2 | 8,3 |
| Seine-Saint-Denis | 2 213 | 2 529 | 2 344 | 2 021 | 2 629 | 18,8 | 30,1 |
| Val-de-Marne | 1 655 | 1 681 | 1 595 | 1 688 | 1 854 | 12,0 | 9,8 |
| Val-d'Oise | 1 331 | 1 533 | 1 328 | 1 446 | 1 603 | 20,4 | 10,9 |
| IDF | 18 592 | 19 976 | 18 479 | 17 632 | 21 154 | 13,8 | 20,0 |

Evolution du nombre de créations d'entreprise (hors régime micro entreprise)
entre le 1er trimestre 2014 et 4^{ème} trimestre 2015 - Indice base 100 1er trimestre 2014 -
Source : Insee



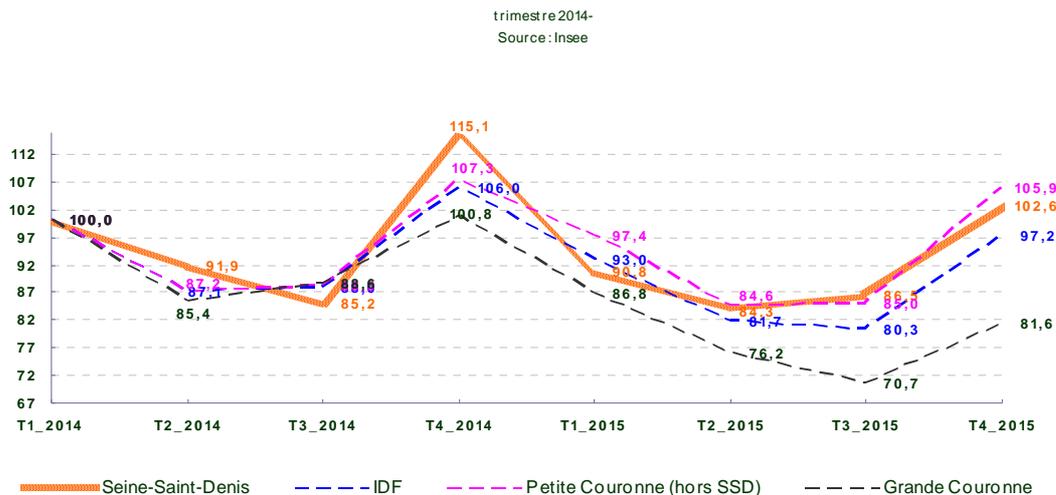
Après deux trimestres consécutifs de baisse, les créations d'entreprises (hors micro entreprise) ont connu une forte reprise en fin d'année, permettant ainsi d'enregistrer une augmentation de 19% en année 2015.

Evolution plus nuancée pour les créations de micro entreprises : +19% au cours des 3 derniers mois de 2015 et -11 % au cours de l'année 2015

| Département | 2014 | 2015 | | | | Evolution en % 2014/2015 | |
|-------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | 4 ^e trimestre | 1 ^{er} trimestre | 2 ^e trimestre | 3 ^e trimestre | 4 ^e trimestre | Evolution sur un an | Evolution sur un trimestre |
| Paris | 6 131 | 5 637 | 4 992 | 5 132 | 6 348 | 1,2 | 2,8 |
| Seine-et-Marne | 1 558 | 1 343 | 1 205 | 1 080 | 1 248 | -23,8 | -10,4 |
| Yvelines | 2 024 | 1 801 | 1 548 | 1 425 | 1 643 | -19,2 | -7,9 |
| Essonne | 1 487 | 1 243 | 1 091 | 1 060 | 1 175 | -18,8 | -2,8 |
| Hauts-de-Seine | 2 921 | 2 683 | 2 219 | 2 117 | 2 714 | -10,6 | -4,6 |
| Seine-Saint-Denis | 2 508 | 1 997 | 1 852 | 1 884 | 2 236 | 1,5 | 1,7 |
| Val-de-Marne | 1 998 | 1 758 | 1 529 | 1 497 | 1 843 | -8,9 | -2,1 |
| Val-d'Oise | 1 454 | 1 267 | 1 102 | 1 009 | 1 212 | -18,8 | -8,4 |
| IDF | 20 081 | 17 729 | 15 538 | 15 204 | 18 419 | -8,8 | -2,1 |

Bien qu'en hausse au dernier trimestre 2015, le nombre de créations de micro entreprises est en recul de près de 11% en Seine-Saint-Denis comparativement au nombre de créations enregistrées en 2014.

Evolution du nombre de créations d'entreprise sous le régime de micro-entreprise entre le 1er trimestre 2014 et 4ème trimestre 2015 - Indice base 100 1er

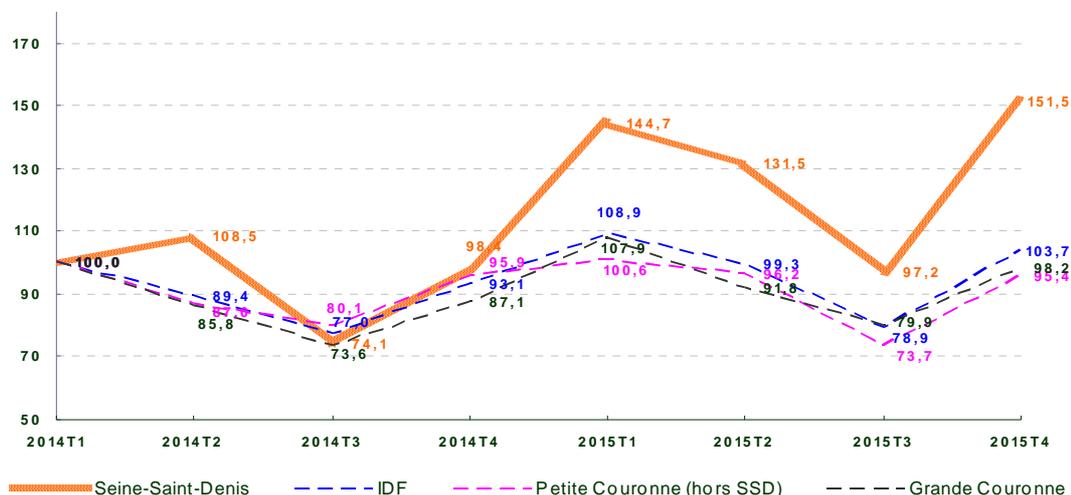


Forte augmentation des défaillances d'entreprise en Seine-Saint-Denis : + 56% entre septembre et décembre 2015 et +54% au cours de l'année 2015

| Département | 2014 | 2015 | | | | Evolution en % 2014/2015 | |
|-------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|----------------------------|
| | 4ème trimestre | 1er trimestre | 2ème trimestre | 3ème trimestre | 4ème trimestre | Evolution sur un an | Evolution sur un trimestre |
| Paris | 994 | 1 138 | 1 022 | 727 | 1 014 | 2,0 | 39,5 |
| Seine-et-Marne | 288 | 323 | 290 | 284 | 410 | 42,4 | 44,4 |
| Yvelines | 247 | 324 | 265 | 199 | 251 | 1,6 | 26,1 |
| Essonne | 206 | 311 | 202 | 208 | 202 | -1,9 | -2,9 |
| Hauts-de-Seine | 361 | 291 | 292 | 271 | 306 | -15,2 | 12,9 |
| Seine-Saint-Denis | 419 | 615 | 559 | 413 | 644 | 53,7 | 55,9 |
| Val-de-Marne | 259 | 256 | 298 | 236 | 278 | 7,3 | 17,8 |
| Val-d'Oise | 272 | 291 | 306 | 234 | 274 | 0,7 | 17,1 |
| IDF | 3 046 | 3 549 | 3 234 | 2 572 | 3 379 | 10,9 | 31,4 |

Evolution du nombre de défaillances d'entreprise entre le 1er trimestre 2014 et 4ème trimestre 2015

- Indice base 100 1er trimestre 2014 - Source : Insee



En 2015, le nombre de défaillances d'entreprises restent à un niveau très élevé en Seine-Saint-Denis. Les 3 trimestres successifs de baisse n'ont pas suffi à enrayer la tendance à la hausse. La faute à la forte progression enregistrée au dernier trimestre 2015.

VI - MARCHÉ DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

Les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle Emploi (catégories "A" et "A,B,C") Sources : Pôle Emploi, Direccte IDF / Dares)

| Données CVS | Décembre | Septembre | Décembre | variation % | variation % | % -25 ans | % durée > 1 an |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------|-------------|-----------|----------------|
| | 2014 | 2015 | 2015 | 3 mois | 1 an | déc-15 | déc-15 |
| Seine-Saint-Denis | | | | | | | |
| Catégorie A | 118 500 | 120 710 | 121 830 | 0,9 | 2,8 | 11,1 | |
| Catégories ABC | 158 680 | 164 090 | 165 670 | 1,0 | 4,4 | 10,4 | 44,0 |
| Ile-de-France | | | | | | | |
| Catégorie A | 661 080 | 673 910 | 679 800 | 0,9 | 2,8 | 10,9 | |
| Catégories ABC | 923 460 | 956 460 | 966 940 | 1,1 | 4,7 | 10,2 | 43,8 |
| France métropolitaine | | | | | | | |
| Catégorie A | 3 492 300 | 3 550 000 | 3 580 500 | 0,9 | 2,5 | 14,6 | |
| Catégories ABC | 5 218 500 | 5 425 500 | 5 478 000 | 1,0 | 5,0 | 14,4 | 45,1 |



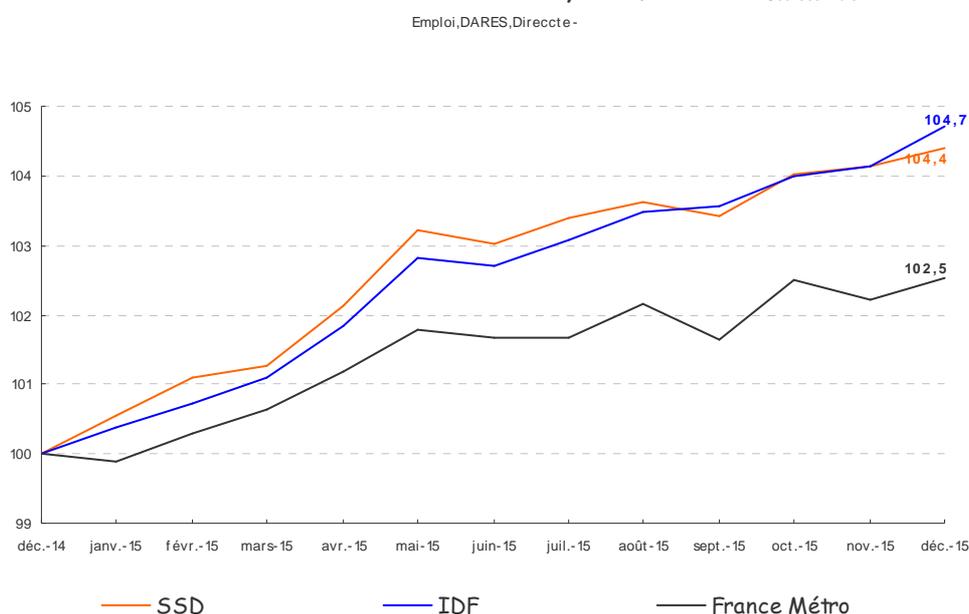
Entre décembre 2014 et décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories "A, B, C" a progressé sur tous les territoires. En Seine-

Saint-Denis, la progression s'élève à 4,4%, en Ile de France 4,7% et au niveau national elle atteint 5%. Sur les 3 derniers mois de 2015, les hausses enregistrées s'élèvent respectivement à 1%, 1,1% et 1%.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est au niveau national qu'on ob-

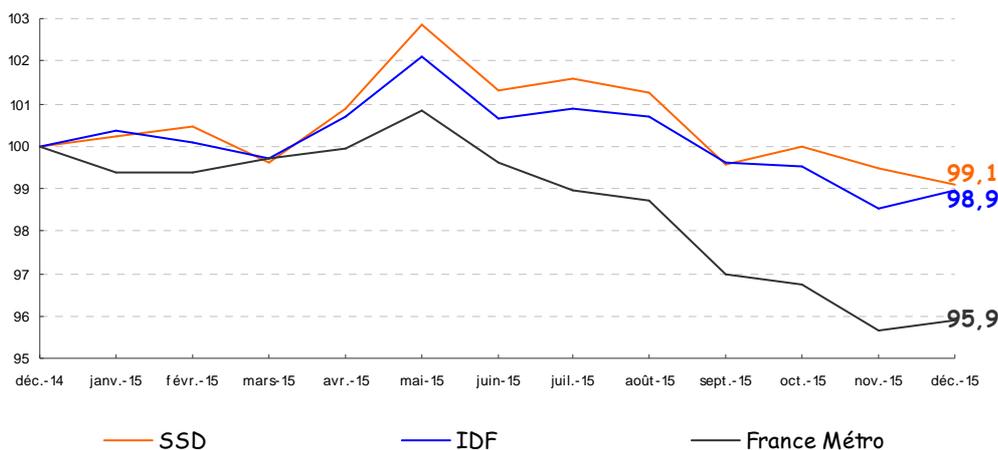
serve le taux le plus élevé 14,4% contre 10,4% au niveau départemental et 10,2% pour la région Ile de France. Quant aux demandeurs d'emploi de longue durée (1 an et plus), c'est encore la France Métropolitaine la plus touchée avec 45,1%, suivie de la Seine-Saint-Denis 44% et l'Ile de France 43,8%.

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C)
déc.2014/déc.2015 en indice base 100, décembre 2014 - Sources: Pôle
Emploi, DARES, Direccte -



L'analyse de l'évolution mensuelle (décembre 2014 /décembre 2015), des demandeurs d'emploi de catégorie "A,B,C", montre une tendance à la hausse comparable dans les trois entités. La progression est toutefois moins forte en Île de France qui affiche une hausse de 2,5% contre 4,4% pour la Seine-Saint-Denis et 4,7% pour la France Métropolitaine.

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (catégorie A,B,C) déc.2014/déc.2015 en indice base 100, décembre 2014 - Sources: Pôle Emploi,DARES,Directe-



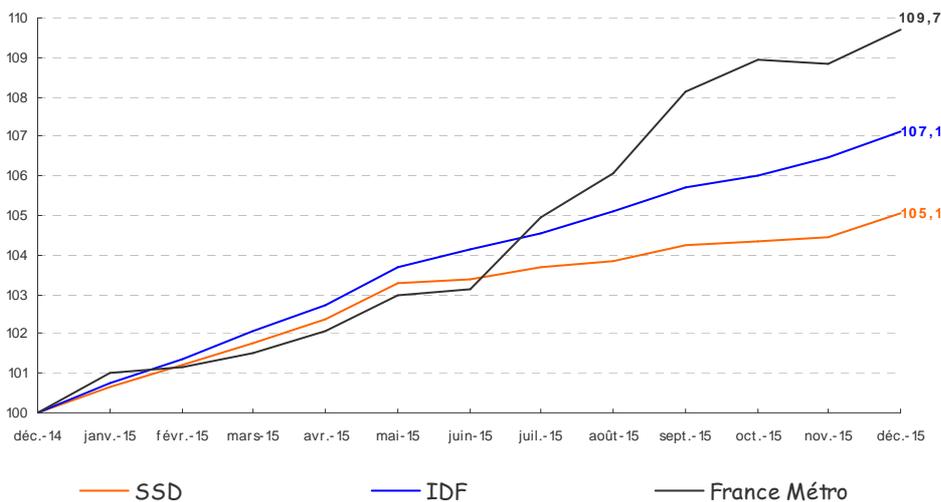
La même analyse effectuée sur les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, montre une tendance inverse. Sur les 3 territoires la tendance est la baisse, mais elle est nettement plus marqué en France Métropolitaine. -4,1% contre 1,1% pour la région et 0,9% pour la Seine-Saint-Denis.



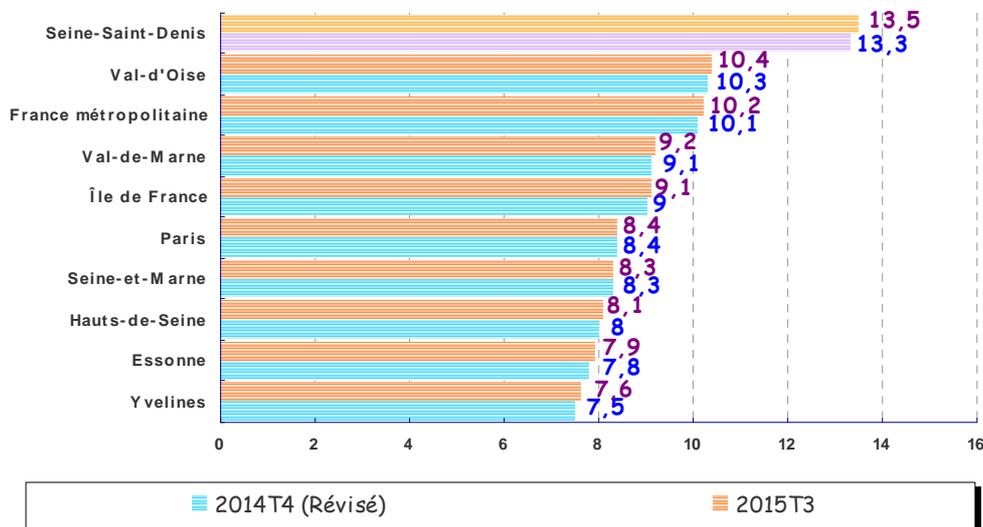
L'observation mensuelle cette fois, des demandeurs d'emploi de

longue durée, montre une tendance générale à la hausse; mais ici, la France Métropolitaine se distingue avec l'accroissement le plus fort. Entre décembre 2014 et décembre 2015 l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée s'élève à près de 10% contre 7% pour l'Île de France et 5% pour la Seine-Saint-Denis.

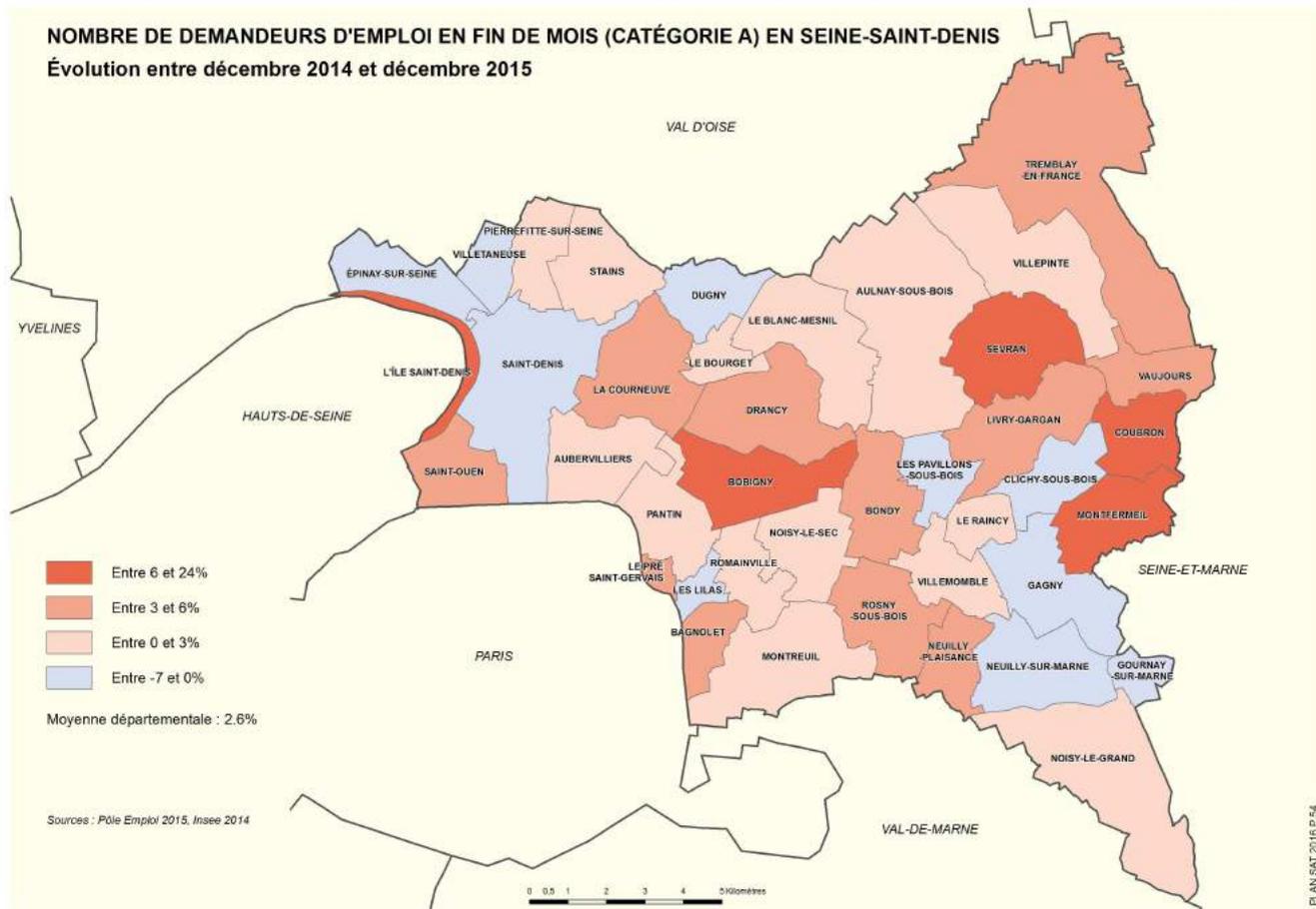
Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi d'un an ou plus (catégorie A,B,C) déc.2014/déc.2015 en indice base 100, décembre 2014. - Sources: Pôle Emploi,DARES,Directe-



Evolution du taux de chômage entre 4ème trimestre 2014 et 3ème trimestre 2015 en IDF Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.



Au 3ème trimestre 2015, le taux de chômage est en progression sur tous les départements de l'Île de France à l'exception de Paris et de la Seine et Marne. C'est en Seine-Saint-Denis qu'on enregistre la hausse la plus sensible + 0,2 point contre 0,1 point pour les autres territoires.



La comparaison entre l'évolution du nombre de l'ensemble des demandeurs d'emploi toutes "catégories confondues" et du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie "A" donne une vision nuancée de l'évolution du chômage dans les communes de Seine-Saint-Denis sur la période d'un an. Si l'on se tient à la catégorie "A", on constate qu'il y a une dizaine de villes qui affichent un nombre de demandeurs d'emploi en diminution entre décembre

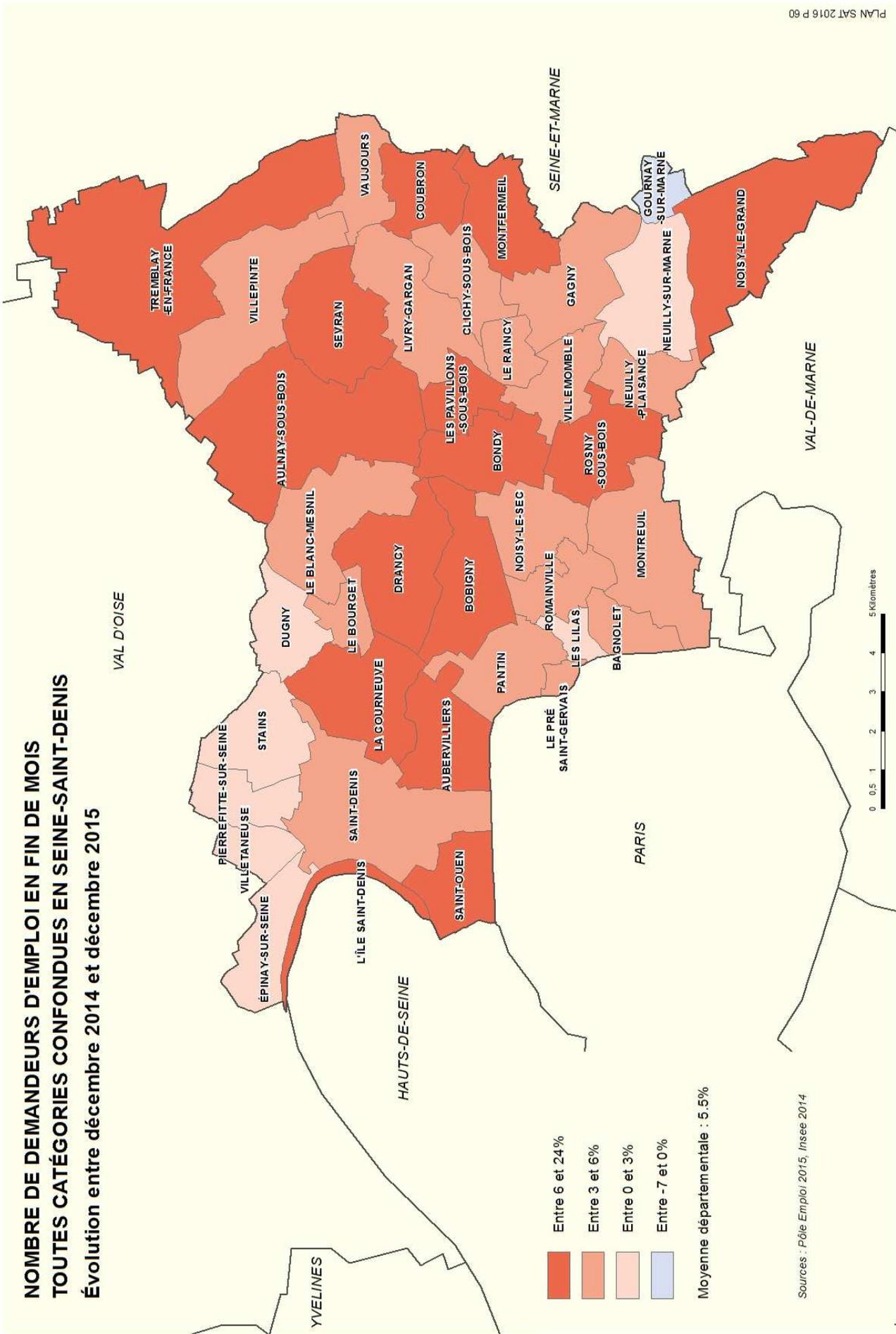
2014 et décembre 2015 et parallèlement très peu de communes enregistrent une forte progression.

En se référant cette fois à l'ensemble des demandeurs d'emploi toutes "catégories confondues" (voir carte page suivante), seule la commune de Gournay sur Marne se démarque en affichant une baisse. Inversement, le nombre de communes où le nombre de demandeurs d'em-

ploi a fortement cru est nettement plus important, passant de 5 communes à plus d'une quinzaine.

Enfin, les 5 communes (Bobigny, Coubron, Île-Saint-Denis, Montfermeil et Sevrans) dont le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie "A" a fortement progressé comptent parmi celles qui affichent les hausses les plus importantes pour l'ensemble des demandeurs d'emploi toutes "catégories confondues".





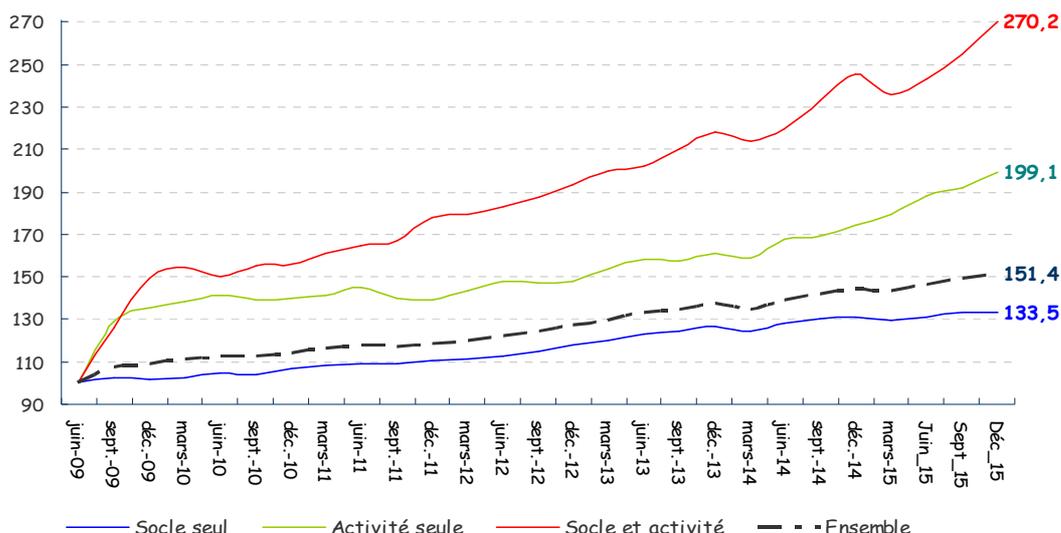
R.S.A.—SITUATION DEPARTEMENTALE (Source : CAF)

LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE : Une hausse de 5% du nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis entre décembre 2014 et décembre 2015

| Période | Socle seulement | Activité seulement | Socle et activité | Ensemble RSA |
|---------|-----------------|--------------------|-------------------|--------------|
| Sept_13 | 67 111 | 16 242 | 8 425 | 91 778 |
| Dec_13 | 68 350 | 16 597 | 8 755 | 93 702 |
| Mars_14 | 66 999 | 16 382 | 8 582 | 91 963 |
| Juin_14 | 68 935 | 17 273 | 8 809 | 95 017 |
| Sept_14 | 70 027 | 17 421 | 9 329 | 96 777 |
| Déc_14 | 70 583 | 17 979 | 9 843 | 98 405 |
| Mars_15 | 69 816 | 18 485 | 9 458 | 97 759 |
| Juin_15 | 70 746 | 19 450 | 9 763 | 99 959 |
| Sept_15 | 71 640 | 19 789 | 10 235 | 101 664 |
| Déc_15 | 71 918 | 20 545 | 10 835 | 103 298 |

Comme les trimestres précédents, le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis. En décembre 2015, le département comptait 103 298 allocataires soit 1 634 personnes de plus dans le dispositif comparativement à septembre 2015. Ce qui correspond sur 1 trimestre, à un accroissement de +1,6%. Entre décembre 2014 et décembre 2015 ce sont plus de 4 890 individus qui sont entrés dans le dispositif. Sur une année la progression correspond à plus de 5%.

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à décembre 2015 (source : site CAF)



A l'image de l'ensemble des allocataires du RSA, les différentes composantes continuent également leur progression. Depuis juin 2009, le "RSA socle" (ancien RMI) a progressé de 33,5%, le "RSA activité" de plus de 99% et le "RSA Socle et Activité" de plus de 170%.

LEXIQUE :

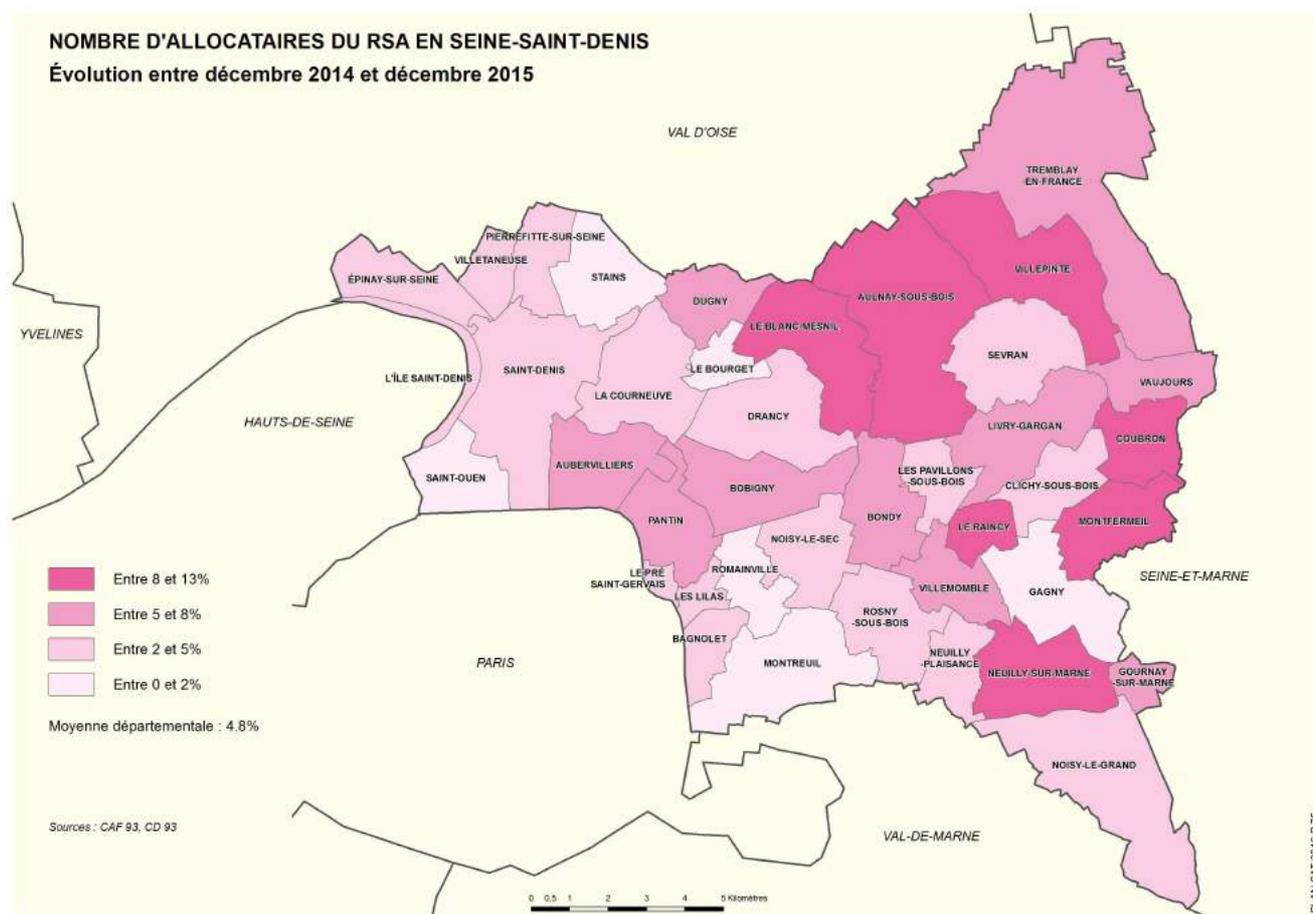
RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

R.S.A.—SITUATION INFRA DEPARTEMENTALE (Source : CAF)



Entre 2014 et 2015, l'évolution du nombre d'allocataires du RSA dans les communes de la Seine-Saint-Denis suit une tendance plutôt à la hausse. Si le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser relativement fortement au niveau du département (+4,8%), l'analyse par commune, montre une progression à des degrés différents entraînant un

écart de plus de 12 points entre les extrêmes.

Ainsi les communes de Saint-Ouen (+0,2%), Montreuil (+0,7%), Le Bourget (+1,1%), Romainville (1,3%), Stains (1,6%) ou encore Gagny (1,7%) enregistrent les plus faibles progressions du nombre d'allocataires c'est à dire en dessous de +2%.

A l'opposé se situent les

villes dont la progression du nombre d'allocataires du RSA est supérieure à 8% entre décembre 2014 et décembre 2015. Il s'agit de Neuilly sur Marne (+12,8%), d'Aulnay sous Bois (10,9%), du Raincy et de Coubron (+9,6%), de Montfermeil (8,9%), du Blanc Mesnil (8,6%) et de Villepinte (+8,1%).

R.S.A.—SITUATION REGIONALE ET COMPARAISONS DEPARTEMENTALES

LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

Près d'1/4 des foyers allocataires du RSA sont en Seine-Saint-Denis

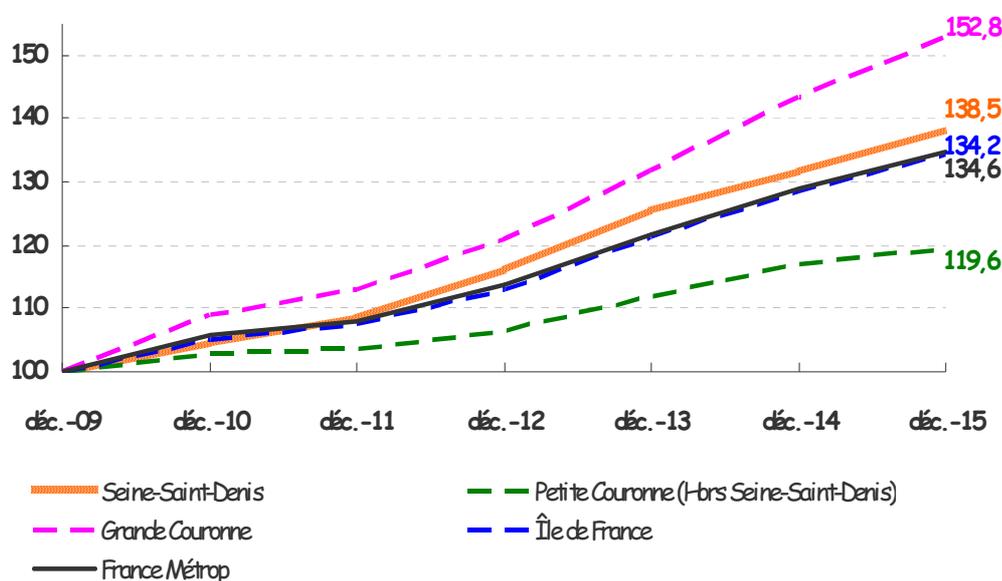
| Départements | décembre-15 | décembre-14 | décembre-13 | décembre-12 | décembre-11 | décembre-10 | décembre-09 | Evolution entre décembre 2009 et décembre 2015 | Poids des départements en IDF en décembre 2015 |
|--------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--|--|
| Seine-et-Marne | 40 039 | 37 740 | 34 867 | 31 700 | 29 319 | 27 830 | 25 385 | 57,7 | 9,3 |
| Essonne | 35 589 | 33 293 | 30 413 | 27 563 | 25 544 | 24 567 | 23 157 | 53,7 | 8,2 |
| Val d'Oise | 42 880 | 40 286 | 37 334 | 34 364 | 32 462 | 31 262 | 28 206 | 52,0 | 10,0 |
| Yvelines | 31 622 | 29 637 | 26 975 | 25 056 | 23 660 | 23 388 | 21 483 | 47,2 | 7,3 |
| Seine-Saint-Denis | 103 298 | 98 405 | 93 702 | 86 714 | 81 000 | 78 131 | 74 599 | 38,5 | 24,0 |
| France métropolitaine | 2 285 203 | 2 187 202 | 2 066 716 | 1 930 353 | 1 834 770 | 1 797 714 | 1 697 357 | 34,6 | - |
| Ile-de-France | 429 827 | 412 033 | 388 357 | 362 306 | 344 752 | 336 690 | 320 271 | 34,2 | - |
| Val de Marne | 51 750 | 49 472 | 47 109 | 43 978 | 42 312 | 40 997 | 38 894 | 33,1 | 12,0 |
| Hauts-de-Seine | 41 397 | 40 825 | 38 771 | 36 701 | 35 503 | 35 602 | 35 613 | 16,2 | 9,6 |
| Paris | 83 252 | 82 375 | 79 186 | 76 230 | 74 952 | 74 913 | 72 934 | 14,1 | 19,6 |

Depuis sa création en 2009, le nombre d'allocataires du RSA n'a cessé de croître dans tous les territoires franciliens. Les départements

de la grande couronne sont ceux qui ont connu les augmentations les plus importantes. Quant à la Seine-Saint-Denis qui arrive juste après ces dé-

partements en terme d'accroissement, elle compte le plus grand nombre d'allocataires soit 103 298 en décembre 2015.

Evolution du nombre de foyers allocataires du RSA selon les territoires entre décembre 2009 et décembre 2015 (Indice base 100: année 2009/ Source: Site CAF)



Entre décembre 2014 et décembre 2015, l'augmentation atteint 4,3% en Île de France, 4,5% au niveau national et 5% en Seine-Saint-Denis. Parmi les départements franciliens, Paris (+1,1%) et les Hauts-de-Seine (+1,4%) se distinguent par les hausses les plus modérées.

LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

A - Le taux de chômage du recensement : Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.

B - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) : L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

C - Le taux de chômage au sens du BIT : En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi : « La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».

LES CHIFFRES CLES

| | |
|-------------------|---|
| INSEE | Superficie : 236,2 km² |
| | Nombre d'habitants en janvier 2012 (population totale) : 1 538 726 |
| | Part des moins de 20 ans en 2012 : 28,7 % |
| | Population active (15-64 ans) en 2012 : 73% |
| | Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2012) : 38,9 % |
| INSEE | Médiane du Revenu disponible par unité de consommation en 2012 - Seine-Saint-Denis - 16 609 € (Ile-de-France : 22 180 €) |
| SIRENE-INSEE 2015 | Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 juin 2015 : 145 955 |
| INSEE | Nombre de créations d'entreprises hors régime micro entreprises en 2014 : 8 459 |
| | Nombre de créations d'entreprises sous le régime de micro entreprises en 2014 : 8 546 |
| | Taux de création d'entreprise en 2014 : 18,9% |
| | Taux horaire (brut) du SMIC 2015: 9,61 / SMIC brut mensuel en 2015: 1 457,52 € |
| ACOSS | Nombre de salariés dans les établissements privés d'au moins 1 salarié en 2014 : 466 840 |

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par **l'équipe de Pôle Veille Economique**

Nathalie JOLY : njoly@cg93.fr Démographie - Emploi - Enquêtes

Virgile ADJAHI : vadjahi@cg93.fr Etudes - Statistiques - Enquêtes

Raymond LEHMAN : rlehman@cg93.fr Actualités mondiales, départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

Dorssaf ZAHER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45 Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

Jean-Luc PARISOT, Directeur adjoint

